

# LA FIN DE L'APARTHEID : DIX ANS APRÈS

JACQUELINE DERENS \*

**L**es anniversaires politiques sont toujours l'occasion de faire des bilans et les 10 ans du gouvernement démocratique dirigé par l'ANC n'ont pas fait exception à la règle. En avril 2004, tous les médias ont commémoré l'événement d'autant plus qu'il était associé à la troisième victoire électorale de l'ANC. Ce qui frappe à la lecture de tous ces articles et en écoutant et regardant radio et télévision, c'est l'oubli presque total de ce qu'était le régime d'apartheid. Pour un lecteur ou un auditeur d'aujourd'hui, qui n'a pas connu les années de lutte, l'apartheid était une sorte de régime raciste, ni plus ni moins. Pourquoi Nelson Mandela a passé 27 années de sa vie en prison, combien de morts pour lutter contre ce régime ? quel soutien les occidentaux ont-ils apporté à ce rempart contre le communisme ? Autant de questions qui resteront soit sans réponses ou au mieux avec des réponses approximatives. On parle de l'apartheid, mais on oublie de dire que ce régime avait été condamné par l'ONU comme crime contre l'humanité. Rendre hommage au travail considérable accompli par le Comité spécial de l'ONU contre l'apartheid, créé en 1962 n'aurait pas été pas superflu alors qu'au début du XXI<sup>e</sup> siècle l'organisation traverse des moments difficiles, et qu'elle aurait besoin d'une réforme en profondeur pour répondre à la réalité d'aujourd'hui.

Par contre, les manques du gouvernement actuel sont froidement montrés du doigt et certains accusent ce gouvernement de ne pas avoir tenu ces promesses électorales de 1994. On pourrait demander quel parti politique, dans quel pays, a jamais tenu ses promesses ! Il aurait fallu qu'en dix ans ce pays, où tout est à inventer, soit capable de résoudre la difficile équation de la réussite politique et économique dans un environnement international où les lois du marché sont sans pitié, dans un monde unipolaire où l'imaginaire utopique fait cruellement défaut et l'innovation politique ou économique n'est pas vue d'un bon œil.

---

\* AUTEUR DU LIVRE *NOUS AVONS COMBATTU L'APARTHEID*, ED. NON LIEU, 2006, 142 p., 22 €. Nous en reprenons ici le dernier chapitre.

Toutefois, même les censeurs les plus sévères admettent un certain nombre de points positifs. La stabilité politique, la paix civile, des réalisations pour le bien-être des gens, des lois qui affirment les droits individuels et les droits sociaux, une constitution qui est l'une des plus progressiste au monde et qui dans son préambule affirme que l'Afrique du Sud est une démocratie unie, non- raciale et non-sexiste. Un pays qui fonctionne avec une justice, une armée, une police, profondément transformées, bref la routine, alors que ce pays était à feu et à sang il y a seulement dix ans. Il faut aussi mentionner l'abolition de la peine de mort dans un pays qui avait une sinistre réputation dans ce domaine et la reconnaissance de onze langues officielles, ce qui met tous les citoyens à égalité devant la loi et l'administration. Et puis surtout, la fierté de tous ces gens qui même pieds nus vous disent avec un grand sourire : « je suis libre, nous sommes libres » comme Ève, la bonne de la célèbre BD, *Madam & Ève*, à qui sa patronne répond « super ! bravo ! mais il y a des verres à laver ! » Ils savent tous qu'il y a encore beaucoup de verres à laver ! Et que la construction de plus d'un million et demi de logements, l'électrification de cinq millions de foyers et l'apport d'eau potable à cinq millions de personnes, c'est bien, mais que cela n'est pas assez. Et surtout que la pauvreté frappe toujours les mêmes.

Le nouveau gouvernement compte 22 femmes, ministres ou secrétaires d'état à des postes importants : affaires étrangères, mines, agriculture, éducation, santé etc., neuf régions sur quatre ont des femmes à leur direction, de nombreux postes diplomatiques sont tenus par des femmes. La question des genres n'est pas prise à la légère dans ce pays qui se rappelle que les femmes étaient trois fois opprimées sous l'apartheid, en tant que femme, en tant que travailleuse et en tant que noire. Il ne s'agit pas seulement de mots quand chaque discours rappelle que le pays aura vraiment accompli sa révolution nationale démocratique quand hommes et femmes seront à égalité. Cette victoire des femmes au plan politique est le résultat de luttes acharnées pour avoir le droit à la parole. Les « gendre commissions » à tous les niveaux locaux et nationaux rapportent, recommandent et dénoncent tous les actes de la vie courante qui ont trait à l'égalité homme - femme. Les droits économiques restent encore à conquérir car les femmes forment toujours la majorité des pauvres.

Ce pays qui était mis au ban des nations joue aujourd'hui un rôle important sur la scène internationale et surtout sur le continent africain. La déception de certains devant la prudence de la diplomatie sud-africaine est à mesurer à l'aune des espoirs peu raisonnables de voir le miracle sud-africain se répétait ailleurs.

Chaque pays a son histoire et sa réalité et s'il y a eu un miracle en Afrique du Sud, ce miracle est par nature unique. Nelson Mandela et le gouvernement actuel ont joué, avec plus ou moins de succès, le rôle de médiateur pour la résolution des nombreux conflits qui ont ravagé et continuent à ravager le continent que ce soit pour le Burundi, la République démocratique du Congo, la Côte d'Ivoire et le Soudan. L'idée d'une Renaissance africaine, chère au Président Mbeki, veut redonner confiance à un continent bien malmené par l'histoire. La volonté de voir les Africains être maîtres chez eux, avoir la capacité de trouver leurs solutions pour le continent est au cœur du NEPAD, ce nouveau partenariat pour le développement africain, qui est loin d'être sans défaut et qui a de nombreux détracteurs. Le plus grave reproche fait au NEPAD est d'avoir été élaboré par des chefs d'État, sans tenir compte des aspirations populaires et surtout d'entonner le refrain néo-libéral sans lequel il n'y aurait point de salut.

Il est vrai qu'il y a de sérieux points négatifs au tableau : la pauvreté persistante, le chômage et la pandémie du sida. L'Afrique du Sud reste le pays où l'écart de revenus entre riches et pauvres est le plus élevé au monde après le Brésil. Le Président Thabo Mbeki a justement parlé d'un pays où vivent deux nations : les Noirs et les pauvres d'un côté, les Blancs et les riches de l'autre. Il utilise aussi le terme de « seconde économie » pour désigner l'économie informelle qui permet à des milliers de ses compatriotes de survivre, ces termes ne désignant rien d'autre qu'une économie qui ne crée aucun emploi et n'assure qu'une survie précaire à des millions de pauvres. Le même Président Mbeki qui parle beaucoup de pauvreté a pourtant abandonné peu à peu la volonté de transformation en profondeur qui avait été au cœur de la plateforme électorale de l'ANC en 1994, le RDP, le Programme de Redistribution et Développement au profit du GEAR, Croissance, Emploi et Redistribution, une stratégie économique néo-libérale beaucoup plus favorable aux lois du marché et au grand patronat. Ce GEAR n'a pas fait vraiment de miracle et les jeunes qui viennent grossir les rangs des chômeurs chaque fin d'année scolaire n'ont pas lieu d'en vanter les performances au niveau de la création d'emplois.

Le Président Thabo Mbeki<sup>1</sup> demeure pour beaucoup un personnage énigmatique. Élevé au sein du sérail, son père Govan Mbeki, a été une des figures emblématiques de la lutte contre le

---

<sup>1</sup> William Mervin Gumede, *Thabo Mbeki and the Battle for the soul of the ANC*, Zebra Press, Cape Town, 2005.

régime d'apartheid, bras droit d'Oliver Tambo, diplômé de l'université du Sussex en Grande-Bretagne où il a vécu pendant ses longues années d'exil, diplomate aguerri, Thabo Mbeki avait beaucoup d'atouts pour succéder à Nelson Mandela. Mais sa froideur, son caractère obstiné, ses citations de Shakespeare et autres grands poètes et penseurs qui émaillent ses discours ne lui attirent pas la ferveur populaire. Succéder à Nelson Mandela n'est certes pas facile, car Madiba est devenu un symbole intouchable, alors que l'actuel président doit se garder de ses ennemis de droite comme de ses alliés de gauche et répondre de ses choix pour lutter contre la pauvreté ou la pandémie du sida, choix qui sont loin d'avoir fait leurs preuves.

La pauvreté qui touche près de 21 millions de Sud-africains, près de la moitié de la population, est l'épine la plus douloureuse dans le pied d'un gouvernement qui avait promis une vie meilleure pour la majorité de sa population. Certes, l'héritage de l'apartheid est là : des zones rurales, dans les anciens bantoustans, abandonnées, sans infrastructure, des townships où s'entassent des milliers de familles dans des logements exigus, sans eau, sans électricité, des écoles dévastées, des hôpitaux trop petits et un personnel trop peu nombreux, pour accueillir tous ceux qui ont besoin de soins, la liste est longue. Dans un article publié dans Business Day en novembre 2005, un syndicaliste faisait la description de ces deux mondes, l'un riche, l'autre pauvre en reprenant le titre de Dickens « Tales of the Two Cities » en décrivant la vie à Makhuduthamaga, la ville la plus pauvre d'Afrique du Sud, et Overstrand, la ville la plus riche. La première est située dans la province du Limpopo dans l'ancien bantoustan du Lebowa, 75 % de la population noire est au chômage, 40 % vit de l'aide sociale et pour les rares habitants qui ont un revenu, celui-ci est de 800 rands par mois (environ 100 euros), seulement 10 % des logements ont l'eau et des sanitaires. La seconde est située dans la région du Cap occidental, 75 % de la population est blanche, seulement 22 % au chômage, neuf maisons sur dix disposent de l'eau courante et de sanitaires. Comme les taxes d'habitation dépendent beaucoup du niveau de vie des habitants, la ville la plus riche consacre 3600 rands par habitant et la plus pauvre seulement 150 rands pour améliorer les infrastructures. Pour construire cette Afrique du Sud nouvelle où chacun aura « sa place au soleil », il faudra des années d'efforts. Toute la question est de savoir combien de temps, cette masse de pauvres aura la patience d'attendre que vienne son tour.

Le contexte mondial n'est pas non plus très favorable à une économie créatrice d'emplois. Avec l'abolition de l'apartheid, les

frontières se sont ouvertes et le pays a dû affronter la concurrence. L'industrie textile a été frappée de plein fouet et les pertes d'emplois se chiffrent par milliers, de même dans l'industrie des mines et de la sidérurgie. La question de l'agriculture et de la redistribution des terres reste une question complexe et le gouvernement qui avait choisi une approche très prudente de la question est amené sous la pression du mécontentement grandissant de revoir sa politique. Toute éviction ou réquisition des terres avait été exclue et les ventes de terres se faisaient sur la base d'accord entre vendeur et acheteur. Des communautés ont ainsi pu récupérer des terres dont elles avaient été expulsées, mais la procédure est très lente. L'exemple du pays voisin, le Zimbabwe, où les fermiers blancs sont expulsés sans ménagement, n'est pas pour rien dans la volonté du gouvernement d'accélérer le processus et même d'autoriser la procédure de l'expulsion pour les fermiers blancs qui manifestent une mauvaise volonté évidente. L'agriculture en Afrique du Sud est une agriculture commerciale avec des exploitations très grandes et très mécanisées, en particulier pour la production de maïs. Depuis que les Noirs ont été chassés de leur terre, et cela dès le début de la colonisation, ils ont perdu non seulement leurs terres et leur bétail, mais aussi leur savoir faire ancestrale et leur autonomie. Ils sont devenus ouvriers agricoles, la plupart analphabètes, sans aucune formation. Pour faire tourner une exploitation agricole, il faut aujourd'hui, des compétences et des capitaux. Il faudrait former des techniciens agricoles et aussi réformer le système bancaire pour l'octroi de prêts à des conditions acceptables pour ceux qui ont l'audace d'entreprendre individuellement ou en coopérative. Cela commence à se faire avec les nouveaux comptes Mzansi qui offrent la possibilité à des gens à très faibles revenus d'avoir accès aux services bancaires et donner une certaine autonomie économique à toute une frange de population qui forme « la deuxième nation », celle des pauvres. Quand on parle d'agriculture, on ne peut pas passer sous silence les accords de l'OMC et ceux de libre-échange avec l'Union européenne qui pénalisent l'agriculture sud-africaine en imposant des quotas et bien évidemment les subventions que les agriculteurs américains et européens reçoivent. Les fermiers blancs n'ont pas manqué de profiter de ces arguments pour licencier d'abord les travailleurs saisonniers qui sont souvent des femmes, chefs de famille. La mise en place d'un salaire minimum pour les ouvriers agricoles et les domestiques est aussi un bon alibi pour licencier. Mais licencier un ouvrier agricole cela veut dire l'expulser lui et sa famille et envoyer ces gens grossir les bidonvilles des zones urbaines.

La nouvelle loi sur les relations dans le monde du travail (Labour Relations Act) qui protège les travailleurs n'est pas du goût du patronat dans son ensemble qui invoque à tout moment la rigidité cette législation qu'il considère comme un carcan pour justifier les licenciements. La flexibilité du monde du travail est un thème récurrent qui oppose patronat et syndicats et qui prend de l'ampleur dans le contexte de la mondialisation, de la concurrence à l'échelle planétaire et du modèle libéral où le marché fait la loi.

La politique du Black Economic Empowerment fait aussi couler beaucoup d'encre. L'arrivée d'une bourgeoisie noire, que pourtant les USA du Président Reagan n'avaient pas réussi à mettre en place du temps de l'apartheid pour contrebalancer l'influence de l'ANC et de ses alliés communistes, vient bousculer les schémas traditionnels de la société sud-africaine. Il est clair qu'une infime minorité profite de cette politique, que les privatisations permettent à une élite avertie de s'enrichir et ces nouveaux riches noirs sont tout simplement, si on appelle un chat, un chat, des capitalistes qui veulent gagner vite beaucoup d'argent. Dans ce contexte, on ne peut guère s'étonner de la corruption qui gagne la nouvelle classe politique. Le scandale qui a amené à la démission du vice-président Jacob Zuma en est l'exemple le plus frappant. Mais s'il y a corruption, il y a forcément des corrupteurs et ce n'est guère une surprise d'apprendre que la firme française Thalès, héritière de Matra et Thomson, est citée dans cette affaire. Cet enrichissement d'une petite élite noire et la corruption sont vivement dénoncés par les alliés de l'ANC, la centrale syndicale COSATU et le SACP, qui voulaient voir dans le BEE une façon de redresser des torts ancestraux et un moyen de donner accès au partage des richesses à une grande partie de la population, mais les remèdes ne sont pas faciles à trouver. La simple dénonciation de cette nouvelle bourgeoisie noire ne suffit pas à renverser la tendance dans un contexte mondial de course aux profits. Quel mal y a-t-il aujourd'hui à vouloir s'enrichir ? On peut dans cette affaire remarquer que si l'on dénonce avec grande énergie les nouveaux riches noirs, l'on a rarement dénoncé avec autant de vigueur les anciens riches blancs. Les clichés ont la peau dure : un homme noir pauvre, c'est normal, un homme blanc riche, aussi. Et ces riches hommes blancs ont leur place au soleil depuis longtemps et n'ont pas l'intention de la laisser aux nouveaux venus.

Les relations tumultueuses entre l'ANC, le COSATU et le SACP, la triple alliance créée en 1991, sont aussi des sujets de choix dans les médias. Le divorce entre les partenaires est tout aussi souvent annoncé que leur rabibochage. Cette alliance mérite pourtant plus que des gros titres racoleurs car il s'agit de choix

politiques qui engagent l'avenir du pays et de ses citoyens. C'est de ces choix, discutés librement et sans concessions, au sein des forces politiques et sociales que se forge, non sans difficultés, la nouvelle société sud-africaine.

Plus grave que ces polémiques autour du verre à moitié vide ou à moitié plein, la pandémie du sida mine l'avenir du pays. Tous les chiffres sont connus et l'impact de ce fléau sur l'économie n'est plus à démontrer. Tous les secteurs économiques sont touchés et la disparition prématurée des générations entre 15 et 49 ans est un véritable handicap pour l'avenir. Cette maladie touche maintenant plus les femmes qui sont aussi les plus pauvres et les plus vulnérables. Le nombre croissant d'orphelins du sida est un sujet nouveau d'inquiétude pour l'avenir.

Il est incontestable que la position du gouvernement et du président Thabo Mbeki ont freiné la mise en place d'une lutte efficace contre la maladie et fait perdre un temps précieux. Dire en public qu'il ne connaissait personne qui soit mort du sida alors que l'épidémie faisait des milliers de victimes a eu des effets désastreux. Les charlatans de tout poil font florès et leurs recommandations simplistes sont prises au sérieux par le ministère de la santé. La ministre de la santé persiste à dénoncer la toxicité des antirétroviraux qui ont fait leurs preuves, pour recommander un régime à base d'huile d'olive et d'ail ! c'est accorder une bien grande vertu à la sauce de salade ! La lenteur du gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour lutter contre ce fléau a réactivé le militantisme des années de lutte contre l'apartheid qui ont laissé des traces vivaces dans la population. La société civile n'a pas attendu pour dénoncer la fausse route du gouvernement. Des associations de lutte contre la maladie se sont organisées un peu partout dans le pays. La plus active est Treatment Action Campaign dont le charismatique dirigeant, Zackie Achmat est aussi membre de l'ANC. Cette association a réussi à faire reculer les majors de l'industrie pharmaceutique sur la question des brevets et des génériques, a dénoncé avec courage les errements du gouvernement, a réussi à faire monter d'un cran la mobilisation internationale contre le fléau qui touche des millions de personnes partout dans le monde et plus particulièrement l'Afrique sub-saharienne et les pays pauvres. D'autres organisations s'occupent des orphelins du sida, des malades et leurs familles avec tout autant d'énergie et de dévouement. Le corps médical, les personnels de santé ne ménagent pas leurs efforts malgré des conditions de travail difficiles. Le scandale est de voir les pays riches qui manquent de personnel de santé, attirer ces personnels, formés par les pays en voie de développement, par des salaires et des conditions de travail plus

alléchants. Un plan gouvernemental d'action a finalement été mis en place associant éducation, prévention et accès gratuits aux médicaments pour toute la population dans les services de santé publique, mais la maladie va plus vite et en 2005, 6 millions de personnes ont été contaminées. La façon de mener l'action de tous ces groupes civils n'est pas sans rappeler les meilleurs moments de la lutte contre l'apartheid avec des moments forts comme des manifestations nationales, des campagnes de désobéissance civile, des pétitions. À ces actions ayant fait leurs preuves, peuvent s'ajouter aujourd'hui le recours aux tribunaux en prenant appui sur la constitution qui reconnaît les droits fondamentaux, comme le droit à la santé. Les vieux complices du temps de l'apartheid, Nelson Mandela et Monseigneur Tutu, joignent leur voix à toutes ces manifestations et ne ménagent pas leurs critiques envers le gouvernement.

La lutte contre la pauvreté se mène partout au sein de la société civile. Les syndicats, les églises, les associations de femmes, de jeunes se sont regroupés dans une coalition qui se bat pour une allocation de base minimale pour tous les Sud-Africains, le BIG, acronyme pour Basic Income Grant. Cette allocation permettrait aux plus pauvres des pauvres, et en particulier aux enfants qui sont devenus chefs de famille à cause de la mort prématurée de leurs parents victimes du sida, de manger et d'aller à l'école. Cette idée, étayée par de solides rapports d'experts économiques, fait son chemin et verra peut-être le jour car une commission gouvernementale travaille sur sa faisabilité.

L'Afrique du Sud nouvelle a aussi hérité de la dette extérieure de l'ancien régime. Le remboursement de cette « dette odieuse » ampute le budget de trente millions de dollars par an, autant d'argent qui ne peut pas être utilisé pour améliorer la vie quotidienne de la population. Le gouvernement, soucieux d'attirer les investissements étrangers, a choisi de rembourser, mais les églises se sont emparées de cette question et Jubilee 2000 South Africa demande l'annulation de cette dette car l'argent emprunté par le régime d'apartheid a servi à acheter des armes et du matériel pour réprimer la population sud-africaine et les pays voisins. Il s'agit « d'une dette odieuse » en droit international et elle n'a pas à être remboursée.

La Commission Réconciliation et Vérité mise en place dès 1997 a étonné le monde par sa démarche unique. L'ANC avait depuis longtemps dit qu'il n'y aurait pas de procès de Nuremberg parce que la situation en Afrique du Sud n'avait rien à voir avec celle de la seconde guerre mondiale. En Afrique du Sud, il n'y avait ni vaincu, ni vainqueur et le conflit avait été réglé à la table des

négociations où chacun savait qu'il lui faudrait vivre avec l'autre demain, sur le même territoire, dans le même pays où la nouvelle constitution donnerait des droits égaux à tous. Le miracle sud-africain est certainement celui de la mise en place de cette commission et de ses travaux, suivis par des millions de téléspectateurs.

Le fait que le président de cette commission, nommé par Nelson Mandela, fut Monseigneur Desmond Tutu n'est pas non plus anodin. Pour parler de son travail dans son livre *Pas d'avenir sans pardon*, celui-ci ne manque pas de rappeler que le choix d'un homme d'église pour présider cette commission n'est pas sans conséquence. « Le pardon, la confession et la réconciliation étaient beaucoup plus à leur place dans la sphère religieuse » et que des juges auraient pu être choisis. Mais la Commission n'était pas un tribunal, son rôle était bien plus large et complexe que de prononcer des sentences. Il s'agissait en connaissant la vérité sur les atrocités commises par le régime d'aller vers une sorte de catharsis nationale à l'issue d'un long travail douloureux. La réconciliation explique Kader Asmal n'est pas « un oubli sans peine » mais bien au contraire « la renonciation au passé et pour les Sud-africains privilégiés d'accepter les faits mal venus de leur passé »<sup>2</sup>. Il s'agissait aussi de ce que les Africains appellent « ubuntu ». Pour un esprit occidental, ce terme est difficile à appréhender parce qu'il désigne tout ce qui fait de nous un être humain et la faculté de pardonner au lieu de chercher vengeance fait partie de ces qualités humaines. Monseigneur Tutu en donne cette définition « Ce qui vous déshumanise, me déshumanise ». Quand certains émettront des objections sur le caractère trop chrétien de la Commission, Desmond Tutu répondra « Je suis un dirigeant religieux et j'ai été choisi pour ce que je suis ». Il ne faudrait pas pour autant penser que les séances de travail étaient faciles et que les dix-sept membres de la commission qui représentaient tout l'éventail de la société sud-africaine, étaient des anges ; les séances furent souvent « infernales » et la vie personnelle et familiale de ces commissaires a été profondément affectée par cette expérience, comme le furent d'ailleurs tous ceux qui ont pu assister aux séances de la Commission.

La Commission n'a pas tout réglé et il reste encore bien des frustrations, des plaies ouvertes, de l'amertume et de la rancœur, mais cette Commission a permis aussi aux victimes de parler et

---

<sup>2</sup> Kader Asmal, *Reconciliation Through Truth*.

d'être reconnues comme telles. Monseigneur Tutu au cours d'une manifestation en 1985, en protestant contre les « améliorations » du système, demandait « C'est la victime, pas les bourreaux, qui doit dire si les choses vont mieux. Quand le monde écouterait-il enfin la victime et pas les bourreaux ? » La Commission a, en partie, répondu à cette demande, les victimes ont parlé et on les a écoutées. La question des réparations financières qui doivent être versées à 2000 victimes, est loin de satisfaire tout le monde et continue de soulever de multiples questions, entre autres celle de savoir qui doit payer : le gouvernement actuel ou bien ceux qui ont profité du système ? Pour Monseigneur Desmond Tutu « les banques devraient payer et le faire dans la dignité ». Une association, Khulumani Support Group a décidé d'agir et de porter plainte contre les banques et entreprises qui ont tiré profit du système d'apartheid pour exiger des réparations. Le gouvernement n'approuve pas cette démarche car il craint qu'elle fasse fuir les investisseurs étrangers dont le pays a besoin

Ce sont là quelques-unes des questions dont s'est emparée l'opinion publique, la société civile sud-africaine. La force aujourd'hui de ce peuple sud-africain est sans conteste sa capacité à s'organiser, à débattre, à proposer des solutions au gouvernement qu'il s'est choisi librement. Les vieux lions, Nelson Mandela, Oliver Tambo, Walter Sisulu, Jo Slovo et beaucoup d'autres ont montré la voie pour que s'expriment, quels que soient les obstacles, les aspirations à plus de justice et de dignité pour tous. Et ils ont montré que cela était possible.

Dans ce contexte nouveau, que sont devenus les mouvements anti-apartheid ? Dans les pays de l'Union européenne, un groupe de liaison s'était créé pour organiser des campagnes communes. Sous l'impulsion des plus importants de ces mouvements, en Grande-Bretagne, aux Pays-Bas et en Allemagne, un réseau européen d'information et d'action pour l'Afrique australe (ENIASA) a pris le relais et certains mouvements anti-apartheid d'autres pays ont choisi de rejoindre ce réseau, c'est le cas de la RENAPAS, la Rencontre Nationale avec le Peuple sud-africain qui en 1994 a succédé à la RNCA. Ce choix n'était pas évident et de nombreuses associations anti-apartheid estimant que leur mandat avait pris fin avec l'abolition de l'apartheid ont choisi la dissolution.

Aujourd'hui, se pose la question de la coopération avec l'Afrique du Sud. Faut-il se contenter d'une coopération d'État à État ? faut-il aussi sous des formes originales continuer une solidarité avec le peuple sud-africain ? Il y a tant à faire dans tous les domaines, qu'on peut imaginer bien des actions pour aider une population qui reste encore très pauvre. S'il faut donner un sens

à la mondialisation, qu'il soit celui de la solidarité avec cette toute jeune démocratie.

Tous ceux qui ont crié « Vive l'ANC » ou « Libérez Mandela » ont savouré la satisfaction de la victoire. La lutte contre l'apartheid a été la grande lutte de la fin du vingtième siècle qui a réussi à mobiliser des millions de personnes dans le monde sur un mot d'ordre simple : mettre fin à un régime injuste et illégitime. Ce gigantesque mouvement de solidarité avec le peuple opprimé d'Afrique du Sud a été possible parce que ce peuple a su lui-même surmonter ses contradictions pour se doter d'un mouvement cohérent, avec une stratégie claire et lisible par tous. La cause était juste et valait la peine de sacrifier quelques heures à manifester, à pétitionner, à dénoncer ce qui était le cancer de l'humanité. Un bel encouragement à lutter contre tous les cancers de l'injustice et de l'oppression qui défigurent toujours notre planète.

